



# Revue de presse



Mercredi 13 Décembre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [Algérie-ONU: Faid reçoit la conseillère spéciale pour l'Afrique](#)



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a reçu, mardi à Alger, la Secrétaire générale adjointe et conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique (OSAA), Cristina Duarte, avec laquelle il a échangé sur l'état et les perspectives de collaboration entre le ministère des Finances et le Système des Nations Unies, a indiqué un communiqué du ministère.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## Texte de loi de finances 2024: près de 173 milliards de DA affectés aux nouvelles wilayas



Une enveloppe de près de 173 milliards de DA a été affectée aux dix nouvelles wilayas dans le texte de loi de finances 2024, a fait savoir, mardi à Alger, le ministre des Finances, Laaziz Faïd.

Les dix nouvelles wilayas du Sud bénéficieront de crédits de paiement estimés à 172,8 milliards de DA, tandis que l'autorisation d'engagement globale s'élève à 228,1 milliards de DA, selon les chiffres présentés par M. Faïd en réponse aux questions et préoccupations des sénateurs dans le cadre du débat du nouveau texte de loi de finances lors d'une plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et de membres du Gouvernement.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## Conseil de la nation: les présidents des groupes parlementaires saluent les mesures de la loi de finances de 2024

Les présidents des groupes parlementaires au Conseil de la nation ont salué, mardi à Alger, les dispositions et mesures prévues par la loi de finances (LF-2024) visant à booster le développement économique et à préserver les acquis obtenus sur divers plans.



## Algérie-ONU : Faïd reçoit la conseillère spéciale pour l'Afrique



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu, mardi à Alger, la Secrétaire générale adjointe et conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique (OSAA), Cristina Duarte, avec laquelle il a échangé sur l'état et les perspectives de collaboration entre le ministère des Finances et le Système des Nations Unies, a indiqué un communiqué du ministère.



## Fonds national des investissements : Participation au financement des projets de phosphate et de Gara Djebilet



Le Fonds assurera un financement de l'ordre de 126,2 mds DA pour le projet du phosphate intégré et 285,27 mds DA pour le projet de Gara Djebilet, a révélé le ministre, affirmant que les financements garantis par le Fonds et les banques seront un complément aux dépenses relatives aux investissements prévus dans le PLF 2024.

## Loi de finances pour 2024 : Education, Habitat, Travaux publics, Agriculture, Santé... Près de 173 milliards de DA affectés aux nouvelles wilayas

Une enveloppe de près de 173 milliards DA a été affectée aux dix nouvelles wilayas dans le texte de loi de finances pour 2024, a fait savoir, hier à Alger, le ministre des Finances, Laâziz Faïd.

## Réformes économiques : Le pari réussi du Président Tebboune

Une relance de l'investissement ? Ils étaient nombreux à qualifier la démarche de complexe, et les plus pessimistes l'ont casée dans les «Douze travaux d'Hercule». Aujourd'hui, le projet reprend vie, à la faveur d'une série de réformes institutionnelles, et les investisseurs étrangers, impliqués dans des projets structurants, comptent engager d'importants investissements en Algérie.

### Le respect des délais... Objectif suprême qui préserve la crédibilité de l'État

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a consacré la véritable culture de l'État qui respecte ses engagements et honore ses promesses, un État qui veille à sa crédibilité auprès de son peuple, en témoigne l'intérêt accordé à la question du «respect des délais», l'une des questions vitales et importantes qui jouit d'une attention particulière. En effet, il n'est pas une occasion qui se présente, sans que le président de la République souligne au gouvernement et aux responsables leur devoir de s'y conformer, dans un souci de préserver la crédibilité de l'État et de son image tant à l'intérieur qu'à l'étranger.



### Loi de finances 2024 : Près de 173 milliards de DA affectés aux nouvelles wilayas



Une enveloppe de près de 173 milliards de DA a été affectée aux dix nouvelles wilayas dans le texte de loi de finances 2024, a fait savoir, mardi à Alger, le ministre des Finances, Laaziz Faïd.

Les dix nouvelles wilayas du Sud bénéficieront de crédits de paiement estimés à 172,8 milliards de DA, tandis que l'autorisation d'engagement globale s'élève à 228,1 milliards de DA, selon les chiffres présentés par M. Faïd en réponse aux questions et préoccupations des sénateurs dans le cadre du débat du nouveau texte de loi de finances lors d'une plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et de membres du Gouvernement.



### Algérie-ONU: Faïd reçoit la conseillère spéciale pour l'Afrique

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu, mardi à Alger, la Secrétaire générale adjointe et conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique (OSAA), Cristina Duarte, avec laquelle il a échangé sur l'état et les perspectives de collaboration entre le ministère des Finances et le Système des Nations Unies, a indiqué un communiqué du ministère.



### Finances : Le FNI participe au financement des projets du Phosphate et de Gara Djebilat

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a fait savoir, mardi à Alger, que le Fonds national des investissements (FNI) assurera un financement de l'ordre de 126,2 mds DA pour le projet du phosphate intégré et 285,27 mds DA pour le projet Gara Djebilat. M. Faïd a affirmé que les financements garantis par le Fonds et les banques seront un complément aux dépenses relatives aux investissements prévus dans le PLF 2024.



### Dégel des projets, révision des subventions, financement du déficit budgétaire....

#### Faïd répond aux sénateurs

La mise en œuvre effective de ce dossier dépend de la mise en place du dispositif national de compensation monétaire...

En réponse aux questions des membres du Conseil de la nation, le ministre des Finances, Laâziz Faïd a fait savoir, hier, que «les services de son département avaient recensé jusqu'au 31 décembre 2022, 4779 projets d'équipement public gelés, totalisant des autorisations d'engagement de l'ordre de 3 733 milliards de dinars». L'amélioration des revenus de l'État depuis le début 2020 a permis de lever le gel sur les projets prioritaires, d'un montant financier de l'ordre de 1806 milliards de dinars, représentant 54% de la totalité du programme concerné par la levée du gel».



## Relance du crédit automobile

### L'Abef rassure

Le crédit automobile peut aller jusqu'à 85-90% du prix de l'automobile et une durée qui pourrait aller jusqu'à 5 ans.

Tiré vers le haut par la relance du marché de l'automobile et l'arrivée de grandes marques, le crédit à la consommation est relancé comme un produit phare et un outil permettant aux consommateurs de réaliser leur acquisition dans des conditions optimales.



## Algérie-ONU : Faïd reçoit la conseillère spéciale pour l'Afrique

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu, hier mardi à Alger, la Secrétaire générale adjointe et conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique (OSAA), Cristina Duarte, avec laquelle il a échangé sur l'état et les perspectives de collaboration entre le ministère des Finances et le Système des Nations Unies, a indiqué un communiqué du ministère.



## Algérie-ONU : Faïd reçoit le conseiller spécial pour l'Afrique

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu mardi à Alger la secrétaire générale adjointe et conseillère spéciale du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique (OSAA), Cristina Duarte, avec laquelle il a discuté de l'état et des perspectives de collaboration. entre le ministère des Finances et le Système des Nations Unies, précise-t-on dans un communiqué du ministère.

Lors de cette audience, qui s'est déroulée au siège du ministère, Mme Duarte était accompagnée des représentants résidents du PNUD et de l'UNICEF en Algérie, précise la même source.



## [Le Conseil de la Nation : les présidents des groupes parlementaires saluent les mesures de la Loi de Finances 2024](#)

Les présidents des groupes parlementaires au Conseil de la Nation ont salué, mardi à Alger, les dispositions et mesures prévues par la loi de finances (LF-2024) visant à dynamiser le développement économique et à préserver les acquis obtenus aux différents niveaux.

Les interventions ont eu lieu lors d'une séance plénière consacrée au débat sur la loi de finances, présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil de la Nation, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faid, du ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et des membres du Gouvernement.



## [Loi de finances 2024: Près de 173 milliards DA pour les nouvelles wilayas du Sud](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a annoncé, ce mardi, qu'une enveloppe de près de 173 milliards de DA a été affectée aux dix nouvelles wilayas du Sud dans le cadre de la loi de finances 2024.

Intervenant devant les membres du conseil de la nation, Faid a expliqué que les dix nouvelles wilayas du Sud bénéficieront de crédits de paiement estimés à 172,8 milliards de DA, tandis que l'autorisation d'engagement globale s'élève à 228,1 milliards de DA.



## [CONSEIL DE LA NATION : Le débat sur le PLF-2024 se poursuit](#)

Les débats autour du texte de la Loi de finances 2024 se sont poursuivis hier, en séance plénière du Conseil de la nation.

S'exprimant la veille, au terme de l'exposé du ministre des Finances, sur les principaux axes prévus dans le projet de loi de finance 2024, les sénateurs ont mis l'accent sur l'importance de la généralisation du processus de numérotation des secteurs d'importance économique tout en saluant les mesures visant à préserver le pouvoir d'achat des citoyens.



## [Texte de loi de finances 2024 : près de 173 milliards de DA affectés aux nouvelles wilayas](#)

Une enveloppe de près de 173 milliards de DA a été affectée aux dix nouvelles wilayas dans le texte de loi de finances 2024, a fait savoir, mardi à Alger, le ministre des Finances, Laaziz Faïd.

Les dix nouvelles wilayas du Sud bénéficieront de crédits de paiement estimés à 172,8 milliards de DA, tandis que l'autorisation d'engagement globale s'élève à 228,1 milliards de DA, selon les chiffres présentés par M. Faïd en réponse aux questions et préoccupations des sénateurs dans le cadre du débat du nouveau texte de loi de finances lors d'une plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et de membres du Gouvernement.



## [Projet de loi de finances 2024: allocation significative aux nouvelles wilayas](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé l'affectation d'une enveloppe d'environ 173 milliards de DA, aux dix nouvelles wilayas dans le Projet de loi de finances 2024. Ces wilayas du Sud bénéficieront de crédits de paiement, estimés à 172,8 milliards de DA, avec une autorisation d'engagement globale, de 228,1 milliards de DA.

Ces chiffres ont été présentés lors du débat sur le nouveau texte de Loi de finances, présidée par Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, en présence de sénateurs et de membres du Gouvernement.

الجزائر-الأمم المتحدة: السيد فايد يستقبل المستشارة الخاصة لشؤون إفريقيا بمنظمة الأمم المتحدة



استقبل وزير المالية, لعزیز فايد, اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة, الأمين العام المساعد, المستشارية الخاصة لشؤون إفريقيا بمنظمة الأمم المتحدة, كريستينا دوارتي, حيث تحدث معها حول وضعية وفاق التعاون بين وزارة المالية ومنظمة الأمم المتحدة, حسب بيان للوزارة.

وأوضح المصدر ذاته ان السيدة دوارتي كانت مرفوقة خلال هذا اللقاء, الذي جرى بمقر الوزارة, بممثلين مقيمين لبرنامج الأمم المتحدة للتنمية وصندوق الأمم المتحدة للطفولة (يونيسيف) بالجزائر.

نص قانون المالية 2024: تخصيص نحو 173 مليار دج لفائدة الولايات الجديدة

تم تخصيص نحو 173 مليار دج لفائدة الولايات العشر الجديدة, ضمن نص قانون المالية لسنة 2024, حسبما أفاد به اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة, وزير المالية لعزیز فايد.

## مجلس الأمة: رؤساء المجموعات البرلمانية يشيدون بتدابير قانون المالية لسنة 2024

أشاد رؤساء المجموعات البرلمانية بمجلس الأمة، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، بما تضمنه قانون المالية لسنة 2024 من تدابير واجراءات من شأنها الدفع قدما بعجلة التنمية الاقتصادية و الحفاظ على المكتسبات المحققة على عدة أصعدة. وجاءت المداخلات خلال جلسة علنية بمجلس الأمة، خصصت لمناقشة القانون، برئاسة السيد صالح قوجيل، رئيس المجلس، و حضور وزير المالية، لعزیز فايد، و وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، و عدد من اعضاء الحكومة.



## هذا ما قاله وزير المالية عن شروط الترخيص لتأسيس مكاتب الصرف

واصل وزير المالية، لعزیز فايد، الثلاثاء، عرض تفاصيل نص القانون المتضمن لقانون المالية لسنة 2024، على أعضاء مجلس الأمة. وخلال رده على على مختلف انشغالات وتساؤلات أعضاء المجلس ورؤساء الكتل، أكد فايد أنه تم تحديد شروط الترخيص لتأسيس مكاتب الصرف واعتمادها.



## فايد يستقبل المستشارة الخاصة لشؤون إفريقيا بمنظمة الأمم المتحدة

استقبل وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، الأمين العام المساعد، المستشار الخاصة لشؤون إفريقيا بمنظمة الأمم المتحدة، كريستينا دوارتي، حيث تحدث معها حول وضعية وفاق التعاون بين وزارة المالية ومنظمة الأمم المتحدة، حسب بيان للوزارة.

## نص قانون المالية 2024: تخصيص نحو 173 مليار دج لفائدة الولايات الجديدة

تم تخصيص نحو 173 مليار دج لفائدة الولايات العشر الجديدة، ضمن نص قانون المالية لسنة 2024، حسبما أفاد به اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، وزير المالية لعزیز فايد.

وستستفيد ولايات الجنوب العشرة الجديدة تحديدا من اعتمادات دفع بمبلغ قدره 172,8 مليار دج، فيما تقدر رخصة الالتزام الاجمالية المخصصة لها ب 228,1 مليار دج، حسب الارقام التي قدمها السيد فايد خلال رده على أسئلة وانشغالات أعضاء مجلس الأمة، في إطار مناقشة نص قانون المالية الجديد، في جلسة علنية ترأسها صالح قوجيل، رئيس المجلس بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار وعدد من أعضاء الحكومة.



## فايد يتحدث مع المستشارة الخاصة لشؤون إفريقيا بمنظمة الأمم المتحدة

استقبل وزير المالية، لعزیز فايد، الأمين العام المساعد، المستشارة الخاصة لشؤون إفريقيا بمنظمة الأمم المتحدة، كريستينا دوارتي، حيث تحدث معها حول وضعية وفاق التعاون بين وزارة المالية ومنظومة الأمم المتحدة.

أفادت وزارة المالية، في بيان، بأن دوارتي كانت مرفوقة خلال هذا اللقاء، الذي جرى بمقر الوزارة، بممثلين مقيمين لبرنامج الأمم المتحدة للتنمية وصندوق الأمم المتحدة للطفولة "يونيسيف" بالجزائر.



## توضيحات وزير المالية بشأن مراجعة سياسة الدعم الاجتماعي

قدّم وزير المالية، لعزیز فايد، للنواب توضيحات بشأن الإجراءات المتخذة لتجسيد مراجعة سياسة الدعم الاجتماعي المدرجة في قانون المالية لسنة 2022 والتي لم تطبق إلى اليوم.

أوضح الوزير فايد، في رد على سؤال كتابي وجهه له نائب بالمجلس الشعبي الوطني، يحوز "الشعب أونلاين" نسخة منه، أن "التنفيذ الفعلي لملف إصلاح دعم الدولة التي نصت عليه أحكام المادة 188 من قانون المالية لسنة 2022 مرتبط أساسا بتنصيب الجهاز الوطني المكلف بهذا الملف، والذي يتشكل من الدوائر الوزارية المعنية، الخبراء الاقتصاديين المعنيين والمنظمات المهنية وهذا طبقا لأحكام ذات المادة".



[أعلن تدشين مركز بيانات وزارة المالية السبت القادم.. فايد:](#)

### [رفع التجميد عن 54% من المشاريع التنموية](#)

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، رفع التجميد عن 54 بالمائة من المشاريع المسجلة ضمن إجمالي البرامج المجمدة منذ مطلع 2020، في عملية مست بالخصوص المشاريع ذات الأولوية القطاعية أو الإقليمية، بغلاف مالي قدر بـ1806ملايير دينار.

أوضح الوزير في رده على أسئلة أعضاء مجلس الأمة في إطار مناقشة مشروع قانون المالية 2024، أن مصالح الوزارة أحصت 4779 مشروع استثماري مجمد خاص بالبرنامجين، الممركز وغير الممركز، بقيمة 3373 مليار دج إلى غاية نهاية 2022، مشيراً في السياق إلى رفع التجميد عن كافة عمليات التجهيز العمومية التابعة لقطاع الصحة.



### [فايد يستقبل المستشارة الخاصة لشؤون إفريقيا بمنظمة الأمم المتحدة](#)

استقبل وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، الأمين العام المساعد، المستشارة الخاصة لشؤون إفريقيا بمنظمة الأمم المتحدة، كريستينا دوارتي، حيث تحدث معها حول وضعية وفاق التعاون بين وزارة المالية ومنظمة الأمم المتحدة، حسب بيان للوزارة.

## RÉÉVALUATIONS DE PROJETS POUR 2024

# Près de 400 milliards de dinars en crédits de paiement

La réévaluation des projets pour l'année 2024 s'élève à pas moins de 489,25 milliards de dinars en autorisations d'engagement et 396,83 en crédits de paiement. Il s'agit là des montants consacrés dans le projet de loi de finances 2024, voté il y a quelques jours par l'APN. «Les réévaluations proposées pour 2024 sont imputées à hauteur de 92,6% à 6 portefeuilles de programmes : Travaux publics (49,3%), Habitat (16,7%), Santé (11%), Hydraulique (7,9%), Education (5,1%) et Jeunesse et Sports (2,7%)», peut-on lire dans ce document. Le gouvernement précise que ces crédits sont proposés pour «la réévaluation des opérations en cours de réalisation, notamment celles qui ont fait l'objet de levée de gel». Une sélection de ces opérations a dû être effectuée auparavant puisque l'on rappelle dans ce document que 782 opérations ont fait l'objet d'une levée de gel, dont 591 opérations au titre de la période 2021-2023 pour une autorisation d'engagement de plus de 360 Mrds DA, dont 53% au profit du programme centralisé et 47% pour le programme déconcentré. Mais pourquoi ces réévaluations et quels sont les projets réellement concernés tant le texte de loi en question n'en dit pas plus ? En vérité, la question des réévaluations de projets en Algérie est devenue un vrai casse-tête pour les dirigeants qui ont du mal à assurer une efficacité budgétaire. Des montants sans cesse réévalués pour des projets qui, faute de bonne exécution, bénéficient de report en report, et donc de rallonges budgétaires qui mettent à rude épreuve les finances publiques. Il y a deux ans, soit

en novembre 2021, l'ex-Premier ministre Aïmene Benabderrahmane expliquait devant des membres du Conseil de la nation que «le gel représente l'une des mesures prises par les pouvoirs publics afin de maîtriser les dépenses d'équipement et faire face aux restrictions financières qui se sont imposées à partir de 2014. Ce gel concerne principalement les projets dont les travaux n'ont pas encore été entamés et ceux qui ne sont pas prioritaires». Et de déclarer qu'«en fonction du développement des capacités financières de l'Etat, nous procéderons graduellement au dégel des projets prioritaires, sectoriels ou régionaux», ajoutant que «l'opération se poursuivra pour les projets d'infrastructures réalisés à plus de 50%, en tenant compte de la situation du Trésor public et de la faisabilité du projet en question, et ce, sur décision des pouvoirs publics». Soit. Mais pour l'an 2024, il en va autrement. Car dans le projet de loi des finances 2024, il est précisé que dans le cadre des dépenses d'investissement, il y a lieu d'«accorder la priorité au parachèvement des projets en cours de réalisation, notamment ceux ayant atteint un taux d'exécution supérieur à 70%» et «prendre en considération l'incidence sur les coûts des projets ayant fait et/ou devant faire l'objet d'une levée de gel éventuelle par les pouvoirs publics». Les réévaluations en question concernent des projets dans plusieurs secteurs, comme celui des Travaux publics et Infrastructures de base avec 240,60 Mrds DA en AE et 227,12 en CP. Le secteur de l'Habitat, Urbanisme et Ville avec 81,35 Mrds DA en AE et 52,62 en CP. La Santé :

53,75 Mrds DA en AE et 27,61 Mrds DA en CP. L'Hydraulique : 38,42 Mrds DA en AE et en CP, dont 30,83 Mrds DA en AE et en CP. L'Education nationale : 24,94 Mrds DA en AE et 19,9 Mrds DA en CP. La Jeunesse et les Sport pour 13,2 Mrds DA en AE et 9,13 Mrds DA en CP.

Mais ces réévaluations à répétition constituent le talon d'Achille des gouvernements successifs qui trahit les faiblesses de gestion des projets, qui sont, de ce fait, budgétivores. Rappelant alors les raisons du «déficit budgétaire énorme que nous enregistrons actuellement», le Premier ministre avait évoqué le lancement de projets d'équipements publics «sans étude ni maturation», soulignant que «les niveaux de réévaluation des projets publics pour la période 2005-2019 s'élevaient à plus de 8700 milliards de dinars». Ainsi la question se pose aujourd'hui de savoir si l'adoption d'un nouveau système budgétaire est à même de fournir les moyens de la maîtrise budgétaire qui fait défaut, et partant arrêter la saignée des ressources publiques ? Il y a lieu de noter enfin que le montant de l'enveloppe budgétaire prévue pour 2024 pour l'inscription des nouvelles opérations (le programme neuf) est de 2405,33 Mrds DA en AE et 1356,57 Mrds DA en CP. «L'autorisation d'engagement consacrée au programme neuf (hors MDN) est imputable à hauteur de 92% à 9 portefeuilles de programmes : Habitat (51,1%), Travaux publics (12,4%), Hydraulique (7,8%), Education (7,5%), Santé (3,4%), Justice (2,9%), Enseignement supérieur (2,5%), Transports (2,4%) et Agriculture (2,3%)», a-t-on noté. **A. Benyahia**



## IMPÔTS LES MODALITÉS D'ASSAINISSEMENT DES DETTES FISCALES EXPLIQUÉES

Du nouveau pour la réduction du poids des contentieux fiscaux et pour le recouvrement des rôles en suspens. En application de l'article 15 de la loi de finances rectificative 2023 (LFR-2023) publié le 5 novembre dernier au *Journal officiel*, le ministère des Finances a adressé au début de ce mois de décembre une instruction à la direction des grandes entreprises (DGE) et aux directions des impôts de wilaya. Dans cette note dont l'objet porte sur l'assainissement des dettes fiscales datant de plus de quatre ans et sur l'annulation des pénalités de recouvrement, la direction générale des impôts explique les modalités d'application de cette mesure. Laquelle viendra alléger les contribuables ayant des difficultés à régler leurs dettes fiscales d'autant que les pénalités seront annulées. Les concernés (entreprises, commerçants...) ont jusqu'au 31 décembre pour soumettre leur demande. Ils auront ainsi la possibilité de régler l'intégralité de leurs dettes fiscales, parafiscales et leurs amendes judiciaires de plus de quatre ans à compter de leur date de mise en recouvrement. Ils verront à la fin du processus l'actualisation de leur situation fiscale par la révision du calendrier de paiement accordé auparavant. Pour la mise en œuvre de cette mesure, il est prévu, selon le

texte en question, «l'affectation des sommes versées pour l'acquittement des dettes exigibles au paiement en un seul versement ou par tranches de l'intégralité du principal de leurs dettes fiscales avec abandon des pénalités de retard». «Les dispositions ne s'appliquent pas aux cas de manœuvres frauduleuses», précise l'instruction, qui ajoute : «La mesure concerne l'ensemble des dettes prises en charge dans les écritures des receveurs des impôts.» Il s'agit des dettes fiscales constituées par les taxes issues de la fiscalité ordinaire, fiscalité minière et écologique, les déclarations G50 non suivies de paiement, les dettes parafiscales constituées par les taxes parafiscales et les créances étrangères à l'impôt et enfin les dettes au titre des amendes judiciaires. A noter que les dettes susceptibles d'être dispensées des pénalités de retard avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024 sont celles dont la mise en recouvrement est intervenue avant le 31 décembre 2019, alors que les dettes formalisées en vue de bénéficier de la mesure de dispense des pénalités de retard au cours de 2024 concernent celles dont la mise en recouvrement a eu lieu avant fin 2020. «La période de paiement intégral ou fractionné doit intervenir» avant fin 2024, est-il encore précisé dans l'instruction. Par ailleurs, l'application de ce dispositif ne touchera pas certaines catégories. C'est le cas pour les dettes relatives aux pénalités d'assiettes enrôlées et dettes afférentes à des impositions pour lesquelles une condamnation a été prononcée pour manœuvres frauduleuses. Concernant les dettes inférieures à quatre ans, elles peuvent être apurées dans le cadre des autres dispositifs de facilitation.

*Samira Imadalou*



## INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

# Des hausses «vertigineuses» en 20 ans

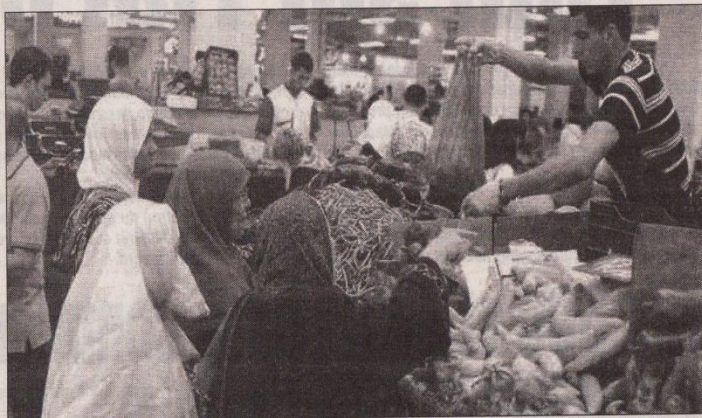
*Bien qu'il soit moins impactant que ce qui est constaté dans des pays au revenu par habitant autrement plus élevé, il est toutefois relevé qu'en Algérie, l'indice des prix à la consommation a évolué dans des proportions qui portent atteinte au pouvoir d'achat des citoyens. Ce qui explique d'ailleurs pourquoi les gouvernements qui se sont succédé depuis l'année dernière notamment font de la lutte contre la hausse des prix, par ricochet l'inflation, une de leurs préoccupations majeures.*

C'est une étude très significative qu'a menée l'Office national des statistiques (ONS) sur le brûlant sujet de l'évolution de l'indice des prix à la consommation durant la période allant de 2013 à 2022. De quoi permettre, dans une bonne mesure, d'aider à comprendre pourquoi le taux d'inflation a dépassé les 9% depuis l'année dernière en Algérie. Comme l'explique l'ONS, l'indice des prix à la consommation (IPC) a pour objet de mettre en évidence les variations, au cours du temps, des prix payés par les consommateurs pour un ensemble de biens et services achetés dans les magasins, au marché ou à tout autre point de vente. Ce type d'indice a une signification bien précise, explique encore l'ONS. Il mesure l'évolution de prix d'un même «panier» des biens et services jugé représentatif de la consommation des ménages. Plus simplement, il indique combien il faut dépenser en plus (ou en moins) pour consommer la même chose qu'à une période donnée.

L'indice national des prix à la consommation est calculé sur la base d'observation des prix effectuée sur 17 villes et villages représentatifs des différentes régions

du pays à commencer par la capitale. À Alger, une des villes de l'échantillon, il s'est avéré qu'en 2022, selon l'ONS, l'indice des prix à la consommation atteint une variation annuelle de +9,3%, bien au-delà que celle enregistrée l'année précédente (+7,2%). Ce qui donne une idée de l'inflation qui a sévi durant la période. «En dehors du transport et communication qui voit son rythme de hausse baisser, les biens et services ont inscrit des augmentations», note l'Office. Les prix des biens alimentaires suivent la même tendance à la hausse qu'en 2021 tout en affichant un taux de +10,1% passant à +13,4% en 2022. Après une croissance de 4,8% accusée en 2021, le groupe santé et hygiène corporelle se rehausse d'un taux de 7,2% en 2022. Le groupe éducation, culture et loisirs marque une variation importante de +11,1% en 2022. Il est à noter qu'avec un taux de +13,6%, l'année 2019 reste celle où le taux est le plus élevé. En conclusion, de 2001 à 2022, le niveau général des prix a été multiplié par 2,5.

Après une variation de +2,4% en 2020, l'IPC a augmenté à une allure qu'illustre parfaitement les «récriminations» et autres «com-



Photos : DR

plaintes» des citoyens puisque l'accélération du rythme de hausse de l'indice a atteint en 2021 un taux de +7,2% pour se confirmer en 2022 avec ses 9,3% qui ont suscité l'alerte générale dans le pays.

Hausse qui saute aux yeux, celle des prix des biens alimentaires avec un pic à 13,4% en 2022 après avoir accusé une augmentation de 10,1% une année plus tôt. Un état de fait dû à la hausse des prix des produits agricoles frais qui affichent un taux de +12,9% ainsi que de celle des produits alimentaires industriels qui voient leurs prix passer de +8,5% en 2021 à +13,8% en 2022. «L'accélération du rythme de hausse de ces derniers est beaucoup plus importante que celle des produits agricoles frais», note l'ONS. L'évolution des prix des produits manufacturés, elle également, reflète la tendance à la hausse en passant de 4,2% en

2019, à 5,4% en 2020 puis à 6,4% en 2021 et enfin à 7,1% en 2022, presque similaire au taux enregistré en 2017 (7,2%). Pour donner un aperçu encore plus «parlant» sur l'augmentation, il faut savoir que par rapport à 2001, le niveau moyen des prix des biens alimentaires a été multiplié par 2,7 et celui des services par 2,3.

Catégorie «incontournable» et qui explique pourquoi les Algériens limitent leur consommation de viandes, les prix des viandes rouges affichent une augmentation sensible de 18,6% en 2022 par rapport à l'année précédente qui s'est caractérisée également par une hausse, qui reste tout de même très en deçà, soit +2,7%. Après un accroissement remarquable de 43,6% enregistré en 2021, les prix de la viande de poulet ont considérablement baissé en 2022 (3,5%). Un taux qui reste toutefois au-delà de celui accusé en 2019 (-15,3%).

En revanche, les prix des œufs, dans une période plus récente, connaissent une montée, qualifiée de vertigineuse par l'ONS, passant d'un taux de +5,9% en 2021 à +32,5% en 2022. Autre catégorie illustrant parfaitement la tendance haussière depuis l'année 2001 : le niveau moyen des prix du groupe santé et hygiène corporelle. Celui-ci a été multiplié par 2,1 alors que celui des soins et services médicaux par 3,9. Une hausse quasi généralisée de l'IPC qui, au bout, se répercute irrémédiablement sur le taux d'inflation, et s'est finalement imposée comme un des axes de travail principaux des pouvoirs publics. Et à en croire le récent ex-chef du gouvernement, les effets de la thérapie engagée devraient se manifester dès la fin de cette année et une sensible baisse du taux d'inflation est «programmée» à partir de l'année prochaine.

**Azedine Maktour**



بموجب مشروع قانون المالية 2024 .. فايد :

# 173 مليار دينار لتنمية الولايات الجديدة

• 55 بالمائة من المبالغ ستوجه لشفقة الاستثمارات الجديدة  
• صندوق استثمار يساهم في تمويل مشروعات الفوسفات وغارا جيالات

3373 مليار دج.

ووفقا لفايد، فقد سمح التطور الإيجابي للموارد المالية برفع التجميد عن المشاريع التي لها أولوية قطاعية أو إقليمية بغلاف مالي يقدر بـ 1806 مليار دينار والذي يمثل 54 بالمائة من إجمالي البرامج المجددة.

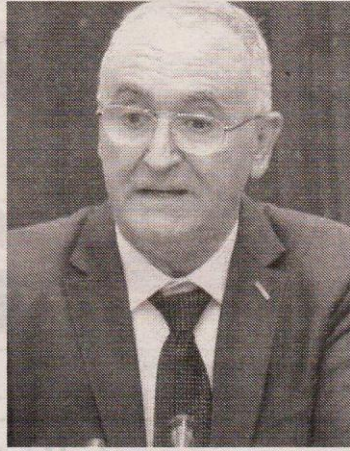
وفيما يتعلق بضرورة القضاء على سوق الصرف الموازية، اعتبر الوزير أن ذلك يمثل "تحديا كبيرا يستلزم تضاهف الجهود والعمل على جميع الأصعدة بصفة تدريجية لاسترداد الكتلة النقدية الموجودة على مستواها"، مضيفا أن "إصلاح القطاع البنكي والمالي من الجوانب الأساسية لتحقيق ذلك".

وأكد أن هذه الإصلاحات دخلت "مرحلة من التوطيد والنتمين، تهدف إلى تحسين جوانب معينة واستدراك مواكبة اعتماد تكنولوجيا تجديد وتطوير المهن المصرفية"، معتبرا أن التقدم المحرز إلى الآن "لا يزال غير كاف بالنظر إلى إمكانات البنوك العمومية واحتياجات السوق الوطنية".

ولدى رده على انشغال يتعلق بحصيلة التدابير المتخذة للمساعدة في تخفيف الأثر الاقتصادي للأزمة الصحية (كوفيد-19) على الفاعلين الاقتصاديين، أفاد الوزير بأن الإجراءات المتخذة من قبل بنك الجزائر والبنوك الموجودة في الساحة، بين مارس 2020 ومارس 2022، سمحت بمعالجة عدد "كبير جدا" من طلبات التأجيل أو تمديد الاستحقاق من العملاء في كل من القطاعين العام والخاص.

وتتعلق هذه الإجراءات بـ 5139 مليا بمبلغ إجمالي قدره 807 مليار دج، ويتضمن ذلك 261 مليا خاصا بالشركات العمومية بمبلغ 448 مليار دج، و3432 مليا خاصا بالشركات الخاصة بمبلغ 356 مليار دج، و1446 مليا خاصا بالأفراد بمبلغ 3 ملايين دج.

وبادرت وزارة المالية وبالتنسيق مع البنوك العمومية بوضع، ابتداء من جانفي 2023، لمخطط عملي يمكن المتعاملين الاقتصاديين الذي واجهوا صعوبات مالية متعلقة بجائحة كورونا وأدت إلى تراجع نشاطهم، من الاستفادة من إعادة جدولة ديونهم لفترة معينة يتم تحديدها بالتوافق مع البنوك، ويتم من خلالها الاحتفاظ من نفس الشروط الممنوحة مبدئيا ولاسيما من تخفيض معدل الفائدة.



العديد من المشاريع الهامة الأخرى من خلال موارد الصندوق الوطني للاستثمار.

## صندوق استثمار يساهم في تمويل مشروعات الفوسفات وغارا جيالات

سيكتفل الصندوق بهذا الخصوص بتمويل ما قيمته 2, 126 مليار دج لمشروع الفوسفات المدج و 27, 285 مليار دج لمشروع غارا جيالات، حسب الوزير الذي أكد بأن التمويل عبر الصندوق الوطني للاستثمار إلى جانب التمويل البنكي سيكمل النفقات المخصصة لعمليات الاستثمار والمدرجة في قانون المالية لسنة 2024.

وتبلغ نفقات الاستثمار عموما 58, 2894 مليار دج كرخصة التزام و 36, 2809 مليار دج كاعتمادات دفع، أي ما يمثل 18 بالمائة من إجمالي الاعتمادات المالية المرتقبة لميزانية الدولة لسنة 2024 والمقدرة بـ 28, 15275 مليار دينار، وهو ما "سيقدم بالتأكد استمرارية المساهمة في الطلب العمومي وديناميكية الاقتصاد الوطني وخلق مناصب الشغل"، يقول السيد فايد.

وحول المشاريع الاستثمارية المجددة، أكد الوزير أن مصالح المالية أحصت إلى غاية 31 ديسمبر 2022 ما مقداره 4779 مشروع خاص بالبرنامجين المركز وغير المركز برفقة التزام تقدر بـ

تم تخصيص نحو 173 مليار دينار لفائدة الولايات العشر الجديدة، ضمن نص قانون المالية لسنة 2024، حسبما أفاد أمس الثلاثاء بالجزائر العاصمة، وزير المالية لعزیز فايد.

ستستفيد ولايات الجنوب العشرة الجديدة تحديدا من اعتمادات دفع بمبلغ قدره 172.8 مليار دج، فيما تقدر رخصة الالتزام الإجمالية المخصصة لها بـ 228.1 مليار دينار، حسب الأرقام التي قدمها فايد خلال رده على أسئلة وانشغالات أعضاء مجلس الأمة، في إطار مناقشة نص قانون المالية الجديد، في جلسة علنية ترأسها صالح قوجيل وأعضاء الوزير أن 55 بالمائة من هذه المبالغ ستوجه لنفقات الاستثمار (6, 124 مليار دج كرخصة التزام و 1, 69 مليار دج كاعتمادات دفع) تمس لاسيما قطاعات التربية والسكن والأشغال العمومية والفلاحة والصحة.

وكانت هذه الولايات العشر استفادت في 2023 بعنوان نفقات الاستثمار من غلاف مالي إجمالي قدره 35,8 مليار دج كرخصة التزام (منها 35 مليار دج للبرنامج الجديد) و 5, 26 مليار دج كاعتمادات دفع (منها 13 مليار دج للبرنامج الجاري إنجازه).

وإجمالاً، تم تخصيص ضمن ميزانية الدولة لسنة 2024 - حسب فايد- مبلغا إجماليا للولايات الجنوبية يقدر بـ 73, 596 مليار دج كرخصة التزام و 24, 511 مليار دج كاعتمادات دفع، وهو ما يمثل على التوالي 22 و 20 بالمائة، على التوالي، من إجمالي الاعتمادات المالية المخصصة للولايات. وبخصوص تمويل عمليات الاستثمار العمومي، أكد الوزير أنها لا تتم فقط من خلال اللجوء للاعتمادات المالية النهائية المقررة في قانون المالية لسنة 2024 بل أيضا عن طريق اللجوء للاعتمادات المؤقتة والقروض التي تمنحها البنوك والصندوق الوطني للاستثمار لتمويل إنجاز المشاريع الهيكلية والإستراتيجية للاقتصاد الوطني.

وأشار في هذا السياق إلى أنه سيتم خلال سنة 2024، على سبيل المثال، تمويل المشاريع الاستثمارية الخاصة بقطاع النقل الموجهة لاقتناء المعدات والتجهيزات لإنجاز مشروع الفوسفات المدج ومشروع الحديد لغارا جيالات وكذا



وزير المالية لعزیز فايد.. يكشف:

## هذه هي شروط فتح مكاتب الصّرف

23 - 01 أَلْمُورُخ فِی 21 مِیْتَمْبَر 2023، یَتَعَلَق بِشُرُوط التَّرْخِیص بِتَأْمِیْس مَكَاتِب الصَّرْف، وَاِعْتِمَادَهَا وَنِشَاطِهَا. وَسِیَسْمَح هَذَا النِّیَاطُ -حَسَب الوَزیر- لِمَكَاتِب الصَّرْف بِشِرَاء العَمَلَات الأَجْنِبِیة القَابِلَة لِلتَّحْوِیل بِصِفَة حَرَة، مَقَابِل العَمَلَة الوَطَنِیَّة، مِنْ أَشْخَاص طَبِیْعِیِّین مُقِمِّین أَوْ غَیْر مُقِمِّین، وَسَتُحَدِّد شُرُوط تَطْبِیق هَذَا النِّیَاطُ بِمُوجِب تَعْلِیْمَة مِنْ بَنَك الجَزَائِر.

وَأَكَّد المَسْئُول الأَوَّل عَن قِطَاع المَالِیَة أَن: "هَذِهِ السُّوق تَمَثِّل تَحْدِیَا كَبِیرَا یَسْتَلْزِم تَضَافِر الجُھُود، وَالعَمَل عَلی جَمِیع الأَصْعَدَة لِلتَّمَكَّن مِنَ القِضَاء عَلَیْهَا بِصِفَة تَدْرِیجِیَّة وَاسْتِرْدَاد الكِتْلَة النَقْدِیَّة المَوْجُودَة عَلَی مَسْتَوَاهَا، وَیَعَد إِصْلَاح القِطَاع البَنكِی وَالمَالِی مِنَ الجَوَانِب الأَسَاسِیَّة لِتَحْقِیق ذَلِكَ، وَالذِی عَرَف دُخُولَهُ لِمَرْحَلَة مِنَ التَّوْطِیْد وَالتَّمَتِّین تَهْدَف إِلی تَحْسِین جَوَانِب مَعِیْنَة وَاسْتِرْدَاك مَوَاكِبَة اعْتِمَاد تَكْنُولُوجِیَا تَجْدِید وَتَطْوِیر المِهَن المَصْرُفِیَّة.

عبد الرؤوف.ح

سَبِیْل المِثَال بِتَمْوِیل مَا قِیْمَتُهُ 126,2 مِلیَار دِج لِمشروع الفُوسْفَات المُدْمَج وَ 285,27 مِلیَار دِج لِمشروع غَار جِبِیلات. أَمَّا عَن رَقْمَة الصَّفَقَات العَمُومِیَّة وَتَسْهِیل وَلُوج التَّمَاعِلِین الاِقْتِصَادِیِّین إِلی البِوَابَة الإِلِكْتُرُونِیَّة لِالصَّفَقَات العَمُومِیَّة، أَجَاب وَزِیر المَالِیَة أَنه: "قَدْ تَم تَفْعِیل البِوَابَة الإِلِكْتُرُونِیَّة لِالصَّفَقَات العَمُومِیَّة فِی نَسْخَتِهَا الأَوَّلِیَّة العَمَلِیَّاتِیَّة، الَّتِی تَسْمَح لِلمَصَالِح المَتَعَاقِدَة بِنِشْر الإِعْلَانَات عَن الدَّعْوَة لِلمُنَافَسَة وَالإِیدَاع الإِلِكْتُرُونِی لِلدَّفَاتِر الشُّرُوط وَكَذَا لِلمَتَاعِلِین الاِقْتِصَادِیِّین بِالاطَّلَاع عَلَی هَذِهِ الإِعْلَانَات وَالتَّحْمِیل المَجَانِی لِدفاتر الشروط، هَذَا فِیمَا یَخْص الشُّق الأَوَّل لِعَمَل البِوَابَة الإِلِكْتُرُونِیَّة. أَمَّا فِیمَا یَخْص الشُّق الثَّانِی مِنَ عَمَل البِوَابَة الإِلِكْتُرُونِیَّة المَتَعَلَق بِعَمَلِیَّة الإِبْرَام الإِلِكْتُرُونِی لِالصَّفَقَات العَمُومِیَّة، أَفَاد وَزِیر القِطَاع أَنه تَمَّت دِرَاسَة جَدِوَاه وَهُوَ حِیز التَّفْعِیل. أَمَّا عَن التَّدَابِیر المَتَّخَذَة فِی إِطَار القِضَاء عَلَی السُّوق المَوَازِیَة لِلمَصْرَف، كَشَف فَاید أَنه تَمَّ تَحْدِید شُرُوط فَتْح مَكَاتِب الصَّرْف فِی الجَزَائِر بِمُوجِب النِّیَاطُ رَقْم

اعْتَبَر وَزِیر المَالِیَة لِعزیز فَاید أَن قَانُون المَالِیَّة الجَدِید یَأْتِی فِی ظَلْفِ یَتَمَیِّز بِتَكْثِیف وَاسْتِغْرَار الجُھُود المَبْدُولَة مِنَ قِبَل کُل القِطَاعَات لِتَحْقِیق وَتَرْمِیح نَیْج تَسْیِیر جَدِید مُسْتَبَد إِلی مَبْدَأ "الأداء"، یَهْدَف مِنَ جِذَائِلِهِ لِضَمَان فَعَالِیَّة الإِنْفَاق العَام. وَقال فَاید فِی رَدِّهِ عَلَی انْشِقَاقَات أَعْضَاء مَجْلِس الأُمَّة: "إِن قَانُون المَالِیَّة لِسَنَة 2024، هُو ثَانِی قَانُون تَمَّ صِیَاغَتَهُ وَفَقَّ القَانُون رَقْم 15-18 المُوْرُخ فِی 02 سِبْتَمْبَر 2018، المُوْطَر لِقَوَانِین المَالِیَّة وَالذِی یُنْص صِرَاحَة عَلَی "أَنَّ قَانُون المَالِیَّة یُسَافِر فِی تَجْسِید السِّیَاسَات العَمُومِیَّة الَّتِی یُكُون تَفْعِیلُهَا مُؤَسَّسًا عَلَی مَبْدَأ التَّسْیِیر المُنْمَحُور حَوْل النِّتَاج". وَیَخْصُوص عَمَلِیَّات تَمْوِیل عَمَلِیَّات الاستِثْمَار العَمُومِی أَفَاد فَاید أَنه: "سَیَبِث خِلال سَنَة 2024 تَمْوِیل المِشَارِیع الاستِثْمَارِیَّة الخَاصَّة بِقِطَاع النِّقْل وَالمُوجَّهَة لِإِقْتِنَاء المَعْدَنَات وَالتَّجْهِیزَات لِإِتْجَاز مِشْرُوع الفُوسْفَات المُدْمَج وَمشروع الحَدِید لِغَار جِبِیلات وَكَذَا العَدِید مِنَ المِشَارِیع الهَامَّة الأُخْرَى مِنَ خِلال مَوَارِد المِصْنُوقِ الوَطَنِی لِلاِسْتِثْمَار، حِیث سَیَبِثُكُل المِصْنُوقِ عَلَی

## إصلاح الدعم الاجتماعي عملية صعبة لكنها ليست مستحيلة وزير المالية يعلن عن نتائج تظهير مدونة الاستثمار العمومي

### • رؤساء المجموعات البرلمانية يشيدون بحصيلة 4 أعوام من رئاسة تبون

إلى زيادة المخصصات المالية لقطاعات العدل والصحة والسكن. وفي حين نوه رئيس المجموعة البرلمانية للتجمع الوطني الديمقراطي عفيف سنوسة بالإرادة الصادقة للرئيس تبون لدفع عجلة الاستثمار وتحريك الاقتصاد الوطني، بالشكل الذي يحفظ الأمن الغذائي وسيادة القرار الاقتصادي للجزائر، دعا إلى منح الأولوية للمشاريع ذات البعد الاستراتيجي لدفع العجلة التنموية، مثل مشروع غارا جبيلات، وحث الحكومة والجماعات المحلية لأن تكون في مستوى الحرص الرئاسي والحاجة لأن يلمس المواطن أثر التضامن والتنسيق والتناغم الحكومي لحلحلة مشاكله والتكفل بإنشغالاته.

ووصف رئيس المجموعة البرلمانية لجهة التحرير الوطني أحمد صالح لطيفي في كلمته ذكرى انتخاب الرئيس تبون بـ "المحطة الغالية"، قائلا إن هذا التاريخ سيبقى خالدا في أذهان الجزائريين، لافتا إلى أن 4 سنوات تمت على عهده الانتخابية وتعهداته والتزاماته، مشيرا إلى أن هذه الوعود والالتزامات قد تحققت فعلا، داعيا الحكومة لتستمر على سواعدها وتصدق النوايا في ترجمة برنامج الرئيس إلى الواقع، وتكملة ما تبقى من التزاماته الـ 54 التي لم يتبق منها إلا القليل، وخاطب الجهاز التنفيذي "أعملوا بكفاءة ووتيرة أسرع، وستجدون الدعم من أعضاء جبهة التحرير في مجلس الأمة".

وفي كلمته، شدد ممثل جبهة القوى الاشتراكية مهنا حدادو على إدخال إصلاحات مالية على الجماعات الإقليمية، محذرا من أن قوانين المالية الأخيرة لم تزد البلديات والولايات إلا فقرا، نتيجة المساس بمواردها كالرسم على النشاط المهني.

جمال فنينش

المنصوص عليها في القانون العضوي رقم 15-18 المؤرخ في 20 سبتمبر 2018 المتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم.

#### إشادة بمنجزات تبون

وأشاد رؤساء المجموعات البرلمانية، في ختام مناقشة قانون المالية، بالمنجزات التي تحققت في ظل رئاسة عبد المجيد تبون الذي حلت أمس ذكرى انتخابه الرابعة.

وأشار رئيس المجموعة البرلمانية للثلاث الرئاسية ساعد عروس في كلمته إلى أن تعهدات الرئيس والتزاماته الـ 54 تجسدت وانتقلت إلى ميدان الواقع وفضاء الإنجاز، وأن الإصلاحات العميقة أسست لـ "أرضية صلبة لاقتصاد وطني صلب". واستدل عروس بالمنجزات التي تحققت في قطاعات

الزراعة والأمن المائي، محتفيا بتقارير صادرة عن الأمم المتحدة والبنك العالمي الذي أشاد بتحسين أداء الاقتصاد الجزائري، وبأنه عروس إلى أن الفضل يرجع فيما تحققت إلى الجهود الجارية لكفاءة نزاهة متوجة بإرادة صادقة للرئيس تبون الذي "وعد وأوفى، ولم يثنه منطلق المحبطين عن المضي نحو تحقيق طموح شامخ وشجاعة وعزم". ودافع عروس عن قرار وضع حد لما أسماه "الاستيراد العشوائي" الذي دمر الإنتاج المحلي، وحول الجزائر إلى مكب نفايات استهلاكية، رغم اللفظ الذي أثارته أطراف مستفيدة من الفوضى، حسب قوله.

ولم تخرج مداخلة الطاهر بلزرق، رئيس كتلة الأحرار بالمجلس، من الاستنتاجات ذاتها، مسجلا تجسيد الرئيس تبون لجميع التزاماته الـ 54، آخرها خلال زيارته إلى الجلفة ثم تندوف، حيث تم بعث مشروع منجم غارا جبيلات (والمنشآت المرافقة له)، الذي يعتبر رمزا للسيادة الوطنية، معربا عن أمله في أن يتابعها الرئيس تبون شخصيا إلى غاية انطلاقه في 2026. ودعا بالمقابل

وردا على المطالب الداعية لرفع التجميد عن المشاريع المجمدة، كشف وزير المالية عن إحصاء 4779 مشروع مجمد برخصة التزام تقدر بـ 3373 مليار دينار جزائري. وأضاف أن التطور الإيجابي للموارد المالية مطلع 2020 ساهم في رفع التجميد عن المشاريع التي لها أولوية قطاعية أو إقليمية، بغلاف مالي يقدر بـ 1806 مليار دينار جزائري، والذي يمثل 54٪ من إجمالي البرامج المجمدة، منبها إلى أن كل طلب لتسجيل عملية استثمار عمومي يجب أن يكون محل تسجيل "للدراست" مسبقا، ولا يمكن اقتراح التسجيل للإنجاز إلا للعمليات التي بلغت النضج، وهذا طبقا للإجراءات المعمول بها.

وقال في السياق ذاته إن مصالحه أطلقت مسار تظهير مدونة الاستثمار العمومي، باستثناء بعض الدوائر الوزارية (الدفاع الوطني، السكن، العمران والمدينة؛ الموارد المائية؛ الصحة؛ التكوين والتعليم المهنيين)، حيث تم إحصاء 25746 عملية بقيمة باقية إنجاز، إلى غاية 2022/12/31، تقدر بـ 52699 مليار.

أما العمليات التي يستوجب إلغاؤها، خاصة العمليات غير المنطلقة بفعل إجراءات التجميد، وكذا العمليات غير المنطلقة لأسباب عدة، والتي يصل عددها الإجمالي إلى 2535، فقد تم اقتراح إعادة هيكلة هذه العمليات موضوع الإلغاء.

أما بالنسبة للعمليات المتبقية التي يبلغ عددها 89118 عملية بباقي مالي يقدر بـ 3890 مليار دينار جزائري، (منها 2192 عملية مجمدة منطلقة بباقي مالي يقدر بـ 638 مليار دينار جزائري)، فسيشرع الأمر بالصرف، بالتنسيق مع مصالح وزارة المالية، في نقلها من المدونة الكلاسيكية الحالية إلى التصنيف الجديد للنفقات الميزانية حسب الأنشطة

• أقر وزير المالية لعزیز فايد أمس بصعوبة وتعقيد ملف مراجعة سياسية الدعم الاجتماعي الموجود على طاولة الحكومة الجزائرية منذ سنوات، موضعا أن رقمته البيانات ستكون عاملا مساعدا للمضي في عملية الإصلاح.

ووصف فايد في رد على سؤال صحفي بمجلس الأمة، في ختام جلسة مناقشة مشروع قانون المالية 2024، ملف إصلاح الدعم الاجتماعي بالمعقد والحساس، معربا عن أمله في أن تسهل عملية الرقمنة مهمة الإصلاح، وأعلن أنه سيتم هذا السبت تدشين مركز البيانات (داتا سنتر) الخاص بقطاع المالية، والذي يشمل المعلومات المتعلقة بكافة المديرية التابعة لها، لا سيما الضرائب والجمارك والأملاك العمومية، ما سييسر العملية.

وفي السياق ذاته، أبلغ أعضاء مجلس الأمة أن التنفيذ الفعلي لملف إصلاح دعم الدولة، الذي نصت عليه أحكام المادة 188 من قانون المالية لسنة 2022، مرتبط أساسا بتصويب اللجنة الوطنية المكلفة بهذا الملف، والتي تتألف من الدوائر الوزارية المعنية، الخبراء الاقتصاديين المعنيين، وكذا الهيئات المهنية، وهذا طبقا للأحكام المذكورة سابقا.

وأعلن ممثل الحكومة في رده أنه تم تفعيل البوابة الإلكترونية للصفقات العمومية في نسختها الأولى العملية، التي تسمح للمصالح المتعاقدة بنشر الإعلانات عن الدعوة إلى المناقصة والإيداع الإلكتروني لدفاتر الشروط، وكذا للمتعاملين الاقتصاديين بالإطلاع على هذه الإعلانات والتحميل المجاني لدفاتر الشروط، هذا فيما يخص الشق الأول لعمل البوابة الإلكترونية. أما ما تعلق بعملية الإبرام الإلكتروني للصفقات العمومية، فقد تمت دراسة جدواه وهو حيز التنفيذ.



تبون يخوض معركة تكريس احترام آجال تنفيذ القرارات والمشاريع

## مصادقية الدولة خط أحمر

"لا فائدة من إعلان قرار أو إجراء أو مشروع إذا لم ينفذ في أجله ووقته المحدد، بل وحتى قبل مواعده، فتلك هي مصادقية الدولة". لا يمر خطاب يخص الشأن الداخلي الجزائري ولا أي لقاء مع الصحافة واجتماعات مجلس الوزراء، إلا ويؤكد رئيس الجمهورية على ضرورة تكريس ثقافة الدولة التي تحترم التزاماتها ووعودها، وتحرص على مصادقيتها تجاه شعبها.

### لزهر فضيل

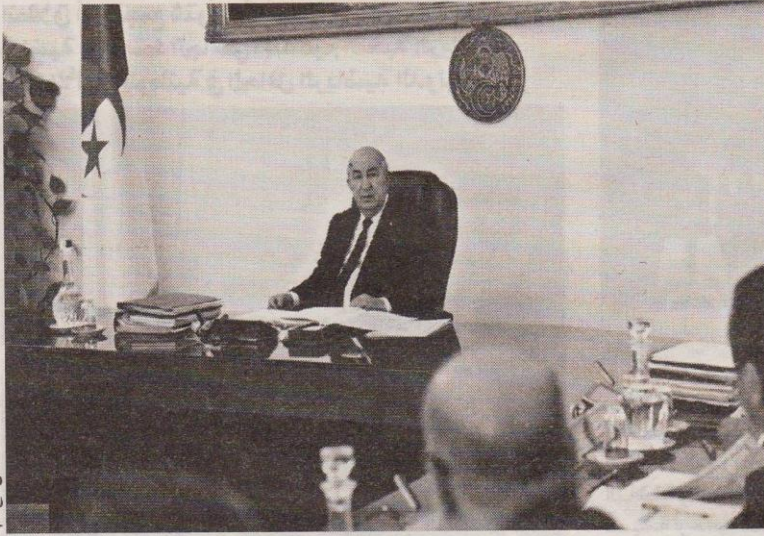
● في هذا الإطار، أوردت وكالة الأنباء الجزائرية خبراً جاء فيه أن الرئيس تبون لا يفوت مناسبة إلا ويشدد على الحكومة والمسؤولين بواجب التقيد بها، حفاظاً على هيبة الدولة وصورتهما في الداخل والخارج.

ولا يخلو اجتماع لمجلس الوزراء، حسب المصدر، إلا ويذكر فيه تبون الوزراء بضرورة أن تكون جدية بثقة الشعب، فيلزها التزاماً تاماً أن تفي وتحترم كل الآجال المخصصة لإنجاز المشاريع أو إطلاق المبادرات أو تنفيذ القرارات، مشدداً على أنه "لا فائدة من إعلان قرار أو إجراء أو مشروع إذا لم يُنفذ في الميدان في آجاله المحددة، بل وحتى قبل مواعده، فتلك هي مصادقية الدولة التي يعمل الرئيس جاهداً على تكريسها وتميزها ومنع المساس بها".

### رفض المبررات

وفي أحد اللقاءات الدورية مع ممثلي الصحافة الوطنية، أكد الرئيس تبون رفضه القاطع لكل مبررات التأخر في إنجاز المشاريع، ويحكم "التجربة" فإن "هذا الشيء غير صحيح"، وأضاف أن "البرنامج الذي التزم به أمام المواطنين والمواطنين سيطبق مهما كان".

وللتدليل على ذلك، أعطى تبون مثالا عما كان يتحدث عنه، حيث قال "رفضت آجال إنجاز مشروع السكك الحديدية على مسافة 700 كيلومتر خلال 7 سنوات، وطلبت العمل بنظام فرق 83، وأرفض عقلية التراخي والعمل ببطء". وفي ما يظهر أنه قناعة راسخة لديه ومحضلة تجربة طويلة من الممارسة، بحكم توليه عدة مسؤوليات على مدى سنوات طويلة في مختلف دواليب الدولة، انطلاقاً من الشأن المحلي في الولايات إلى المناصب الوزارية، ثم ترؤس الحكومة إلى غاية انتخابه رئيساً للجمهورية منذ 4 سنوات، فإن الرئيس تبون، حسب وكالة الأنباء الجزائرية، يؤمن بأن "احترام الآجال في تنفيذ المشاريع والقرارات يعتبر هدفاً أسمى لم يعد



يوصى باحترام آجال إعداد القوانين الأساسية لقطاعات التربية والتعليم العالي والصحة والشؤون الدينية، وكذا صب الزيادات في الأجور في وقتها، والتي تم إقرارها لمختلف المستخدمين، وهي نقطة جوهرية في الحفاظ على مصادقية الدولة التي تراجت كثيراً على مدى عقود سابقة، وأكبر مثال على هذا التراجع مشروع أحد أكبر المشاريع الحيوية في الجزائر، والذي يخص منجم الحديد بغارا جبيلات، إذ عرفته عدة أجيال متعاقبة في البرنامج الدراسي على أنه ثاني أكبر احتياطي للحديد في العالم، لكن ما بقي عالقا في أذهان حوالي 5 أجيال بعد الاستقلال أن الحديث عن هذا المشروع بقي حبيس المقررات الدراسية لمرحلتى التعليم المتوسط والثانوي، إلى أن تقرر أخيراً الشروع فيه فعليا وعلى أرض الواقع، وذلك خلال الزيارة التي قام بها الرئيس تبون إلى تندوف، حيث أعطى إشارة انطلاق عملية استغلال المنجم.

ل. ف.

عنه منذ توليه إدارة شؤون البلاد، فكما هو حفاظ على مصادقية أداء الدولة، هو أيضا حماية لحقوق المواطنين وتلبية لانشغالاتهم، وهو كذلك حماية للمال العام من خلال منع تجاوز الآجال، وبالتالي ارتفاع كلفة المشاريع. وتتابع الوكالة أن رئيس الجمهورية وضع "احترام الآجال" مبدأ لا حياد عنه، وهو ضمن ما التزم به أمام المواطنين، لأنه يضمن المنافسة النزاهة والمساواة، ويحمي حقوق المتعاملين الاقتصاديين ويقوّي قاعدة الاستثمار، ويرغب المستثمرين ويكسب الدولة مصادقية كبيرة لدى شركائها الدوليين، حيث كان دائماً يحذر الوزراء من تقديم الوعود غير المؤسسة، وتجنب تحديد الآجال غير المعقولة في الإنجاز والتنفيذ.

وضمن التزاماته التي حرص على الوفاء بها خلال السنوات الأربع الماضية، ضرورة أخلقة الحياة العامة واحترام آجال إنجاز المشاريع وتحسين المستوى المعيشي للمواطنين، كما





وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger